

Sans loi ni travail

L'occasion ne fait pas seulement le larron, mais aussi l'émeutier. Donnez une chance à l'être humain de sortir d'une normalité quotidienne faite de réveille-matins, de files d'attente, de devoirs à faire, de commérages de bureau ou de bar, d'écrans sur lesquels s'user les yeux, de canapés dans lesquels s'affaisser le soir... ou donnez-lui une occasion de transgresser, d'en finir avec une vie terne passée entre obéissance et attente de la retraite ou de la mort, et soyez certains qu'il la saisira. Il suffit justement que l'occasion se présente, à savoir le moment propice, le fait qui permet ou favorise son apparition. L'occasion est quelque chose d'éphémère, qui apparaît souvent de manière complètement triviale, qui peut aussi paraître stupide, mais qui n'a en tout cas rien à voir avec une décision raisonnable et bien pesée.

Est-ce pour cela que les médias italiens n'ont pratiquement rien dit sur ce qui se passe depuis des mois outre-Alpes? Peut-être mieux vaut-il ne pas en parler afin que

le victimiste *Je suis Charlie* qu'ils nous ont martelé pour nous rallier à l'unité nationale autour d'un Etat infâme juste parce qu'il était menacé par ses concurrents autrement infâmes, ne court pas le risque de se transformer en un enragé *Je suis sans loi ni travail* capable d'exciter et de pousser à la révolte? Peut-être mieux vaut-il ne pas en parler afin qu'ici, dans ce beau pays, toute saloperie institutionnelle se limite au mieux à construire une occasion pour de nouvelles et raisonnables revendications civiques, civiles et citoyennes? Peut-être mieux vaut-il ne pas en parler afin que la politique ne soit jamais dépassée par la rébellion, que la légitimité ne soit jamais réduite en miettes par la fureur, que l'assemblée délibérante ne soit pas désertée par l'individu arbitraire?

C'est contre cette censure précise et intéressée venue d'en haut — mais aussi contre certaines acrobaties qui imprègnent en bas les différents stratèges de l'activisme militant, selon lesquels le seul bon « excès » serait celui tamisé, calculé et dosé sur la petite balance de la convenance politique du jour —, que nous avons souhaité parcourir un peu ce qui est en train de se passer en France depuis plusieurs semaines.

L'occasion avant tout. Elle a été fournie par le projet de la nouvelle loi sur le travail, qui prévoit en gros une libéralisation du marché —avec pour conséquence une augmentation du temps de travail et une diminution du paiement des heures supplémentaires— et plus de possibilités de licenciement. Selon son artisanne, la ministre du travail Myriam El Khomri, il s'agit d'un « véritable élan pour la démocratie sociale » qui propose « à la fois de nouvelles facilités aux entreprises pour améliorer la compé-

titivité de notre économie et de nouvelles protections, de nouveaux droits pour les salariés ». Depuis son annonce, avant même qu'il n'ait été présenté au Conseil des ministres, le projet de « loi travail » a déclenché une forte opposition à travers tout le pays, un pays traversé depuis un moment par de fortes tensions, exacerbées par les massacres de Paris en novembre dernier et la proclamation de l'état d'urgence qui a suivi.

Mais si une réforme particulièrement rétrograde du Code du travail a offert à d'innombrables personnes une raison pour descendre dans la rue, il n'a pas fallu longtemps avant que la colère ne sorte du contexte initial pour s'étendre à toutes les conditions de vie actuelles. Il est vite devenu clair que ce n'était plus un projet de loi qui était contesté par de nombreux manifestants, mais toute une société, toute une existence privée de sens et d'enchantement. Et cet élargissement de la lutte a été rendu palpable aussi bien en pratique qu'en théorie. On peut le constater aussi bien à travers les objectifs pris pour cible qu'à travers les mots en circulation, incitant à passer dès maintenant de la revendication à la subversion.

[Suit une longue chronologie non traduite ici, qui va du 9 mars au 12 mai]

Comme nous l'avons déjà dit, cela ne peut bien sûr pas constituer une chronologie précise et complète de ce qui s'est passé, mais elle nous semble suffisante pour se faire une idée du climat qui a été respiré ces jours-ci dans toute la France. Ce qui saute immédiatement aux yeux est la différence de combativité entre le contexte français et italien. Ici, le « Jobs Act » est passé sans coup férir ; ici les

ouvriers licenciés ne séquestrent pas les managers et ne dynamitent pas les usines, au mieux ils se mettent eux-mêmes en danger en montant sur des grues ; ici, deux heures d'affrontements dans quelques rues d'une seule ville suffisent à mobiliser l'armée des éponges legalistes ; ici toute ardeur collective doit d'abord régler ses comptes avec deux obstacles, la mère au foyer de Voghera et la mamma avec une poussette, puis avec les « cascades » stratégiques des flics du mouvement...

En tout cas, il est facile de percevoir quelle est le principal aspect qualitatif de cette vague de protestation qui ne montre aucun signe de ralentissement. Il ne s'agit pas d'un mouvement social, uni par une même raison et guidé par une classe politique plus ou moins liée ou en compétition, mais de l'explosion contemporaine de forces autonomes parfois opposées : citoyens déçus, travailleurs indignés, syndicalistes dépassés, étudiants ennuyés, glandeurs fauteurs de troubles, bandes de quartiers, subversifs en tout genre... tous dans la rue pour manifester à leur façon, s'unissant ou se séparant ou s'ignorant, mais s'affrontant en tout cas partout avec l'ordre institutionnel. Personne n'a attendu que l'assemblée souveraine d'un mouvement —social, politique ou populaire— dotée d'une raison légitime ne décrète qu'était venu le moment de l'action directe. Ceux qui avaient à coeur la liquidation du vieux monde se sont mis immédiatement à l'oeuvre, sans passer par la phase de transition du billard à cinq bandes avec les petits amis politiques. Et ceux qui ont toujours cultivé des aspirations réformistes sont restés séchés, ils sont restés sans voix et embarrassés face à la honte du pouvoir.

Cet aspect est devenu si clair qu'il a obligé ceux qui rêvent de représenter le mouvement à faire contre mauvaise fortune bon cœur. Comment récupérer ces attaques incontrôlables, comment adoucir ces slogans irraisonnables (« grève jusqu'à la retraite », « la nuit est faite pour baiser, pas pour travailler », « retraite à 13 ans », « sous les pavés, les flics »...), comment transformer cette tension utopique à vivre en un programme politique à vendre? Il en a fallu du temps, de la patience, et une bonne dose d'équilibrisme et de toupet.

Fin mars par exemple, Frédéric Lordon —sociologue, collaborateur du *Monde Diplomatique* et représentant de *Nuit Debout*— semblait s'être débarrassé des lieux communs de la gauche. « Nous ne revendiquons rien », clamait-il dans les pages de l'hebdomadaire de l'intelligentsia transalpine. Des décennies de revers et de trahisons l'avaient persuadé d'abandonner toute illusion sur la participation électorale. Mais un universitaire, quelqu'un qui est né et a grandi à l'ombre de l'Etat, peut-il abandonner son propre horizon institutionnel? Interviewé une semaine plus tard, Lordon précisait sa stratégie de tout premier ordre : « Retourner au jeu institutionnel est la mort assurée de tout mouvement. Maintenant, demandez-vous, comment transformer ces réunions en succès politique afin qu'elles n'aient pas été vaines? C'est une question stratégique de premier ordre. Ma réponse pour sortir de ce terrible dilemme est que si revenir au jeu électoral institutionnel signifie la mort, alors il ne nous reste d'autre solution que de refaire les institutions. C'est pour cela que je pense que l'objectif politique que nous devons nous fixer... consiste à réécrire

la Constitution... Nous devons écrire la Constitution d'une « république sociale » ».

Après les facéties constituantes des scroto-négristes passionnés de Spinoza et de Foucault, sont venues les inepties destituantes des scroto-agambeniens passionnés de Foucault et de Spinoza. La fureur de la révolte ayant éclaté alors que les uns étaient occupés à intervenir dans un conseil municipal et d'autres dans les médias, les néoblanquistes français se sont re-re-reconvertis en ardents barricadiers. Ils ont pris la parole mi-mars... ou plutôt non... connaissant bien les petits trucs auto-promotionnels des avant-gardes, ils ont parasité ce qui était déjà dans la tête de tous et dans le coeur de lascars de banlieue, fans du morceau « Le monde ou rien » sorti il y a un an par un groupe de rap franco-maghrébin. Et après avoir essayé d'enfourcher la protestation et avoir disséminé leurs spots commerciaux, ils ont brûlé d'envie de mettre un peu de sel politique dans la gourde vide en propositions des insurgés. C'est ainsi que mi-avril, ils nous ont donné un sage conseil stratégique en diffusant « l'opinion minoritaire » d'Eric Hazan, éditeur du Comité Invisible : c'est une erreur de détester la police, il faudrait opérer une subtile distinction entre les méchants chtars à haïr et les bons flics avec lesquels fraterniser. La stupéfiante aberration est restée si minoritaire qu'elle a poussé les néo-blanquistes à effectuer une rapide marche-arrière, répudiant ce qu'ils s'étaient eux-mêmes empressés de rendre public, à savoir que ce n'est pas tout le monde qui déteste la police.

Ces simples exemples montrent bien en même temps la limite et l'obstacle contre lesquels se heurte toute vague de révolte, peu importe où elle se manifeste. Si on met de côté la répression, qui en France est en train de se traduire par l'arrestation préventive de rebelles déjà connus ou par la tactique nommée *kettling* lors des manifestations —encercler, contenir et serrer de près les différents bouts de cortège, délimitant leur espace et leur agibilité afin de les étouffer—, ce qui brise l'élan de la révolte est l'absence de perspective, d'un horizon capable non seulement d'ignorer, non seulement de désertier, mais aussi de s'opposer résolument à la triste orbite institutionnelle. Entre les luttes constituantes et les luttes destituantes, seule change l'apparence formelle, pas la substance, vu qu'elles partagent toutes deux la même obsession : soulever la question du rapport entre autonomie et institution afin de les réconcilier. C'est aussi pour cette raison que la stupidité de la « convergence des luttes » affleure sur tant de lèvres militantes. Ceux qui ont intérêt à revendiquer cette convergence sont uniquement ceux qui ont l'intention de représenter et de gérer le point de rencontre. Mais une telle demande, en plus de montrer les relents autoritaires de ceux qui l'avancent, est ridicule pour ce qu'elle implique. Selon certains, les différents conflits en cours sont faibles parce qu'isolés, et il faudrait donc confier au tailleur le plus habile la tâche de recoudre ensemble tous ces fils séparés. Mais c'est le tissu de fils lui-même qui est élimé, médiocre, misérable, et cela est devenu si évident que l'idée d'endosser cette étoffe ne passionne plus personne. Au-delà des revendications de ceux qui en font leur fonds de commerce, on ne continue à l'utiliser que par habitude, par désespoir,

faute de mieux. Qui la veut encore vraiment, cette vie de merde, qui déborde encore de désir pour une carrière ou une retraite? Que la démocratie soit une bonne raison de vivre ou de mourir peuvent peut-être le penser ceux qui vivent depuis des siècles sous la tyrannie, peut-être. Mais ici, nous... Quelqu'un pense vraiment pouvoir éviter la décomposition d'un cadavre en l'embaumant avec du formaldéhyde constituant, avec de la magie destituante, ou en le badigeonnant de cire « directe »?

Quand on cesse de se battre pour la survie de la société qui est en train de nous détruire, il ne reste que la pure négativité pour alimenter la révolte. Finies les revendications, justement. Fini le dialogue. Fini le consensus. Finie la politique. Mais que cette négativité soit inévitablement condamnée à l'éphémère, à se consumer en quelques heures, quelques jours ou quelques semaines, que cette négativité ne puisse pas être autre chose qu'un carburant temporaire, à être manipulé avec prudence et seulement quand on ne peut pas faire autrement, avant de revenir à l'officiel : voilà ce que serait la pire des résignations. La récréation peut uniquement être sans fin si la cloche est mise hors d'usage, et si en même temps le soi-disant imaginaire n'est pas récupéré par le mensonge sociétal...

[Traduit par *Brèves*]

Sans loi ni travail